

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

ACCORD DU 3 NOVEMBRE 2010
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2011
(PACA)

NOR : ASET1150098M
IDCC : 2609

Entre :

La fédération régionale du bâtiment Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

L'union régionale CAPEB Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La fédération SCOP BTP Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse,

D'une part, et

La section régionale du bâtiment et des travaux publics FO Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

L'union régionale BATIMAT-TP CFTC PACA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, à compter du 1^{er} mars 2011, est fixé comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL
A	1 410
B	1 517
C	1 610
D	1 795
E	1 902
F	2 218
G	2 430
H	2 680

En application de l'article 2 de l'avenant n° 2 du 26 septembre 2007 à la convention collective nationale des ETAM du bâtiment du 12 juillet 2006, le salaire minimum conventionnel correspondant à la qualification de l'ETAM ayant conclu une convention de forfait en jours est majoré de 15 %.

Article 2

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Marseille.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Fait à Aix-en-Provence, le 3 novembre 2010.

(Suivent les signatures.)